

D 575 COLOMBIE: EXACTIONS CONTRE DES PAYSANS
DE SANTANDER

La lutte gouvernementale contre les mouvements de guérilla continue. Après les indiens du Cauca (cf. DIAL D 523) et les jésuites de Bogotá (cf. DIAL D 566), ce sont les paysans de la province de Santander, dans le nord-est de la Colombie, qui subissent la loi de la répression. Dans le cas particulier, les victimes en sont des membres et des "agents de pastorale" des communautés chrétiennes des paroisses de La Belleza et de Bolívar. Devant les arrestations et les assassinats de septembre 1979, l'évêque du diocèse de Socorro y San Gil, où se sont produites les exactions, a publié le communiqué suivant.

Note DIAL

COMMUNIQUE DU DIOCESE DE SOCORRO Y SAN GIL

L'évêque du diocèse de Socorro y San Gil, en tant que responsable direct de l'action pastorale diocésaine, et les membres du secrétariat diocésain de pastorale sociale se voient dans l'obligation de s'adresser aux prêtres et à leurs équipes pastorales, aux groupes de promotion sociale, aux groupes communautaires, aux coopératives, aux syndicats et autres organisations sociales, ainsi qu'à tous les groupes apostoliques du diocèse, pour les informer de ce qu'ils ont fait et déclaré à propos de quelques cas de violence dont le diocèse a été dernièrement le théâtre et qui sont présentés ci-dessous.

1- Nous déplorons et rejetons l'assassinat de Misael Quitián, et de Luis Francisco Pinilla, du hameau de La Playa, dans la paroisse de La Belleza. Ils faisaient partie du groupe de promotion sociale de cette paroisse et ils travaillaient dans les "équipes de changement intégral" de leurs communautés. Tous deux avaient suivi plusieurs cours de pastorale sociale, et Luis Francisco faisait aussi partie du groupe communautaire du hameau de La Playa.

2- Dans un autre hameau de la même paroisse de La Belleza ont été assassinés les frères Luis Antonio et Tito Ariza Marin, ainsi que leurs camarades de travail Rogerio Avila et Jesús Ruíz, dans des conditions que nous avons dénoncées et que nous voulons voir entièrement éclaircies. A propos de ce cas, l'évêque du diocèse et le responsable du secrétariat diocésain de pastorale sociale se sont rendus personnellement auprès du procureur général de la République, et sont entrés en rapport avec les autorités du département dans l'espoir d'obtenir qu'une enquête approfondie soit ouverte de sorte que l'ensemble de la communauté autant que nous-mêmes connaissions la vérité sur ces événements et que la justice attendue de tous soit rendue.

3- Le vendredi 14 septembre, les personnes suivantes ont été arrêtées chez elles, dans la zone urbaine de la paroisse de Bolívar: Miguel Barrera, Jacobo Moreno et Jacinto Quiroga. D'après le communiqué de presse, leur arrestation serait motivée par leur appartenance présumée au mouvement M-19 (1). Nous connaissons ces personnes et nous savons qu'il n'en est rien. Elles sont membres de notre mouvement de promotion sociale; elles font partie du conseil paroissial de Bolívar; elles animent les centres de prière dans les hameaux. La seule propagande "subversive" qu'on a donc pu trouver chez eux, c'est la Bible, le document de Puebla (2) et notre brochure "Vers le changement".

Conscients de la gravité de ces faits, non seulement parce qu'ils impliquent les personnes directement visées mais aussi parce qu'ils concernent le mouvement social et chrétien dans lequel nous sommes engagés, nous avons aussitôt entrepris de les soutenir en rendant visite à la paroisse et aux familles concernées. Puis le dialogue a été recherché avec le gouverneur du département et avec le commandant de la 5e brigade de Bucaramanga. L'intervention du procureur général de la République a été sollicitée à nouveau, afin d'éviter une distorsion accrue de la vérité des faits et la violation des droits des personnes arrêtées.

En raison de ce qui précède, et sous la seule mouvance de l'évangile et de notre engagement envers les plus pauvres, les paysans en particulier, il a été décidé ce qui suit:

1- Encourager le processus de conscientisation et cela à partir des faits ici rapportés, à la lumière de l'évangile, de sorte que nous parvenions progressivement à trouver des solutions qui correspondent aux besoins réels, sur des bases définitives, et qui ne soient donc pas des réactions purement émotives, incapables par elles-mêmes de changer quoi que ce soit.

2- Dénoncer le climat d'insécurité et de persécution dont souffrent de larges secteurs de la population paysanne de notre diocèse. Il est le fruit de l'action tant de ceux qui croient en la violence comme moyen propre à modifier la situation d'injustice, que de ceux qui, sous prétexte de protection de la société, sèment de fait la terreur dans les hameaux et instaurent une sorte de "violence instituée".

3- Mettre en état d'alerte les membres des groupes de promotion sociale, de la pastorale sociale du diocèse pour que la situation actuelle ne mette pas en cause l'effort de formation et d'organisation des communautés que nous essayons de créer en vue d'un changement effectif de société.

4- Rappeler la discipline nécessaire afin d'éviter des déclarations ou des prises de position isolées au nom de l'Eglise, qui sont stériles en elles-mêmes, de façon à favoriser la pression morale d'une Eglise unie autour de l'exigence de justice et de la défense des pauvres, les paysans en particulier.

(1) L'un des mouvements de guérilla en Colombie (NdT).

(2) Conclusions de la 3ème Conférence générale des évêques d'Amérique latine tenue au Mexique en février 1979 (NdT).

5- Proposer immédiatement à l'ensemble des membres de la communauté diocésaine une campagne de prière pour demander au Seigneur qu'il nous accorde la paix et qu'il éloigne de nous la violence; que ne manquent ni le courage ni l'espérance à ceux qui sont victimes de l'injustice; et que tous comprennent que c'est là le prix de toute libération évangélique.

Fait à San Gil le 19 septembre 1979

Ciro Alfonso Gomez Serrano
évêque de Socorro y San Gil

et pour le Secrétariat diocésain
de pastorale sociale:

Carlos Francisco Mojica, vicaire général
Ernesto Serrano, vicaire épiscopal
Gustavo Martínez, vicaire épiscopal
Juan Alonso Bravo
Félix Arturo Ramírez
Darío Benítez
Ramon González Parra, directeur

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement: France 170 F - Etranger 200 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441